

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION	REFERENCE DOSSIER
déposée le 19/07/2024	<b>DP 095 056 24 B0031</b>
date affichage de l'avis de dépôt en mairie le 19/07/2024	
par Monsieur Jean-Marie BONTEMPS	Surface du terrain : <b>618 m<sup>2</sup></b>
demeurant à 3 rue du Clos des Antes - 95270 BELLOY EN FRANCE	
pour Réfection de la clôture et changement du portail	
sur un terrain sis 3 rue du Clos des Antes – 95270 BELLOY EN FRANCE	Destination : <b>Aspect Extérieur</b>

**Le maire de Belloy-en-France,**

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.422-1 et suivants et R.425-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 01/02/2018,

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 05/08/2024 précisant que cet immeuble n'est pas situé en (co)visibilité avec un monument historique. Par conséquent, les articles L621-30, L621-32 et L632-2 du code du patrimoine ne sont pas applicables et ce projet n'est pas soumis à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France.

Vu les plans et documents annexés à la demande susvisée,

**ARRÊTE**

**Article unique** : L'autorisation sollicitée **EST ACCORDEE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Fait à Belloy-en-France, le 19 août 2024,  
Par empêchement du Maire et par délégation,  
Le 3<sup>ème</sup> Maire-Adjoint



*Monique Moreau*  
Monique Moreau

- Affiché le 19/08/2024
- Transmis en Sous-Préfecture le 19/08/2024

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.*

**INFORMATION A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : La décision est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.
- **AFFICHAGE** : Dès la date à partir de laquelle les travaux peuvent être exécutés, la mention de la notification des prescriptions doit être affichée sur le terrain par les soins du déclarant, de manière visible de l'extérieur, pendant au moins deux mois et pendant toute la durée du chantier, si celle-ci est supérieure à deux mois. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage des travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.